



## *Association pour la Dignité Paysanne*

16, Avenue Murembwe, Quartier Kigobe

BP 2695 BUJUMBURA

Tél : 22 25 93 38

[www.adip-burundi.org](http://www.adip-burundi.org)

[info@adip-burundi.org](mailto:info@adip-burundi.org)

---

# RAPPORT ANNUEL 2022



Bujumbura, le 2 Mars 2023

Secrétariat Général d'ADIP

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>		
1.	<b>ADIP</b>	Association pour la Dignité Paysanne
2.	<b>ADISCO</b>	Appui au Développement Intégral et à la solidarité sur les collines
3.	<b>AVEC</b>	Associations Villageoises d'Epargne et de crédit
4.	<b>CECP-Art</b>	Caisse d'épargne et de crédit des artisans
5.	<b>CHF</b>	Franc suisse
6.	<b>COCOCA</b>	Consortium des coopératives de café
7.	<b>CS</b>	Comité de Surveillance
8.	<b>CT</b>	Commission technique (de la FGC)
9.	<b>DOPEAE</b>	Document d'Orientation de la Politique Environnementale, Agricole et d'Elevage
10.	<b>EFI</b>	Exploitation Familiale Intégré
11.	<b>FGC</b>	Fédération Genevoise de Coopération
12.	<b>FOMI</b>	Fertilisants Organo-Minéraux
13.	<b>FOPABU</b>	Forum des organisations des Producteurs Agricoles du Burundi
14.	<b>FRB</b>	Fondation Roi Baudouin
15.	<b>GEL</b>	Guichet d'économie locale (Bukavu)
16.	<b>GPA</b>	Groupe de plaidoyer agricole (Burundi)
17.	<b>GSADER</b>	Groupe sectoriel agriculture et développement rural
18.	<b>GSEM</b>	Groupes de Stimulation et d'Entraide Mutuelle
19.	<b>IMF</b>	Institution de Micro finance
20.	<b>IRED</b>	Innovation et Réseaux pour le Développement
21.	<b>LAE</b>	Lutte antiérosive
22.	<b>MDE</b>	Maison de l'Entrepreneur
23.	<b>ND</b>	Non documenté
24.	<b>OAP</b>	Organisation d'Appui à l'Autopromotion
25.	<b>OAP</b>	Organisation d'appui à l'autopromotion
26.	<b>ODD</b>	Objectifs du Développement Durable
27.	<b>OM</b>	Organisation membre (de la FGC)
28.	<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
29.	<b>OP</b>	Organisation paysanne
30.	<b>PAFOP</b>	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle
31.	<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier

32.	<b>RAFIDEF</b>	Recherche des Alternatives de Financement Innovant et de Développement des Exploitations Familiales
33.	<b>RAFIDESTIM</b>	Recherche des Alternatives de Financements Innovants et de Développement des Exploitations Familiales par la Stimulation Mutuelle
34.	<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
35.	<b>SG</b>	Secrétaire Général
36.	<b>UHACOM</b>	Union Haguruka des Coopératives Multifilières

# Table des matières

<b>0. Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>1. Le contexte de l'année .....</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre 1. Résultat attendu 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste auprès des décideurs et des grands programmes de développement pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux. ....</b>	<b>5</b>
1.1 Identifier et former les paysans stimulateurs et leurs formateurs .....	5
1.2 Appuyer les paysans stimulateurs à former des groupes d'autopromotion.....	5
1.3 Former les formateurs en éducation financière.....	6
1.4 Former les paysans stimulateurs dans la mobilisation de l'épargne, la mise en place du Fonds pérenne intrants et le suivi des Fonds .....	6
Indicateur1. Le niveau d'épargne.....	6
Indicateur 2. Le taux de recouvrement des fonds.....	7
1.4 Développer de manière participative des modèles de financement alternatifs à expérimenter (matching des épargnes accumulatives des IGG, matching des cagnottes des tontines rotatives, micro Fonds d'investissements).....	8
Le fonctionnement des GSEM.....	8
Les améliorations dans les exploitations.....	9
Le micro fonds d'investissement.....	12
1.6 Assurer le suivi continu des bénéficiaires et de leurs groupements.....	12
1.7 Mettre en place un Fonds de refinancement des groupements (Fonds entrepreneurial) .....	12
1.8 Assurer la formation psycho humaine et en EFI des conseillers des stimulateurs et des cadres .....	13
<b>Chapitre 2. Résultat attendu 2 : Les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour transformer les exploitations familiales intégrées sont expérimentés et promus pour l'adoption .....</b>	<b>14</b>
2.1 Former et recycler les stimulateurs dans les techniques de stimulation mutuelle sur l'amélioration des EFI.....	14
2.2 Assurer la formation psycho humaine de tous les bénéficiaires et les stimulateurs .....	14
2.3 Assurer la formation en EFI de tous les bénéficiaires .....	14
2.4 Assurer des formations techniques spécifiques.....	14
2.5 Mettre en place un Fonds rotatif d'appui aux EFI et les règles de gestion .....	14
2.6 Appuyer les bénéficiaires à planifier l'amélioration de leurs exploitations et assurer le suivi permanent des bénéficiaires et de leur exploitation.....	14
2.7 Mettre en place un Fonds spécifique d'appui à l'atténuation des effets des changements climatiques .....	15
<b>Chapitre 3. Résultat attendu 3 : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles. ....</b>	<b>15</b>

<b>Chapitre 4. Résultat 4 : Les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention.....</b>	<b>16</b>
<b>Chapitre 5. Effets et impacts du projet.....</b>	<b>19</b>
5.1. Les changements constatés suite à la mise en œuvre du projet .....	19
5.1.1 L'amélioration de la couverture alimentaire.....	20
5.1.2 Sens social et de la dignité .....	21
<b>Conclusion .....</b>	<b>21</b>
<b>Annexe 1. Suivi des indicateurs de performance du projet RAFIDESTIM au 31 décembre 2022 .....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 2. Rapprochement budgétaire des 18 premiers mois du projet. ....</b>	<b>28</b>

## 0. Introduction

---

ADIP, l'association pour la dignité paysanne est une association sans but lucratif créée par des hauts cadres de développement, des experts en développement rural, en protection sociale, en gestion des ressources naturelles, en agro socio-économie, en planification, en entrepreneuriat, en plaidoyer, etc. Elle a été agréée par l'ordonnance ministérielle n°530/21487 du 06 Décembre 2019.

La vision de l'ADIP est d'arriver à ce que "Les petits paysans vivent dans la dignité et la solidarité et participent pleinement dans la prise de décisions"

L'ADIP s'est donné pour mission d'apporter des soutiens multiformes aux petits paysans afin de leur permettre de renforcer et /ou de retrouver leur dignité. Il s'agit de :

- ✓ Retrouver la fierté de leur identité et celle de vivre de leur métier,
- ✓ Faire valoir leur honneur au lieu d'être considérés comme des mendiants, d'éternels vulnérables dont les besoins doivent être étudiés et comblés par d'autres,
- ✓ Retrouver la liberté de vivre de leur métier grâce à des rendements satisfaisants et une rémunération juste de leur travail,
- ✓ Vivre en sécurité grâce à la diversification des ressources, le maintien de la fertilité de leurs terres, l'accès à la protection sociale de manière durable et la justice,
- ✓ Etre respectés dans le choix de leur nourriture, dans leur culture, leur foi, le choix de leur modèle économique et social fondé sur la valorisation de l'individu au sein de réseaux de solidarité,
- ✓ Participer aux décisions qui les concernent et à la vie de leur terroir et de leur pays.
- ✓ Protéger leur terroir et bénéficier des ressources naturelles qui s'y trouvent.

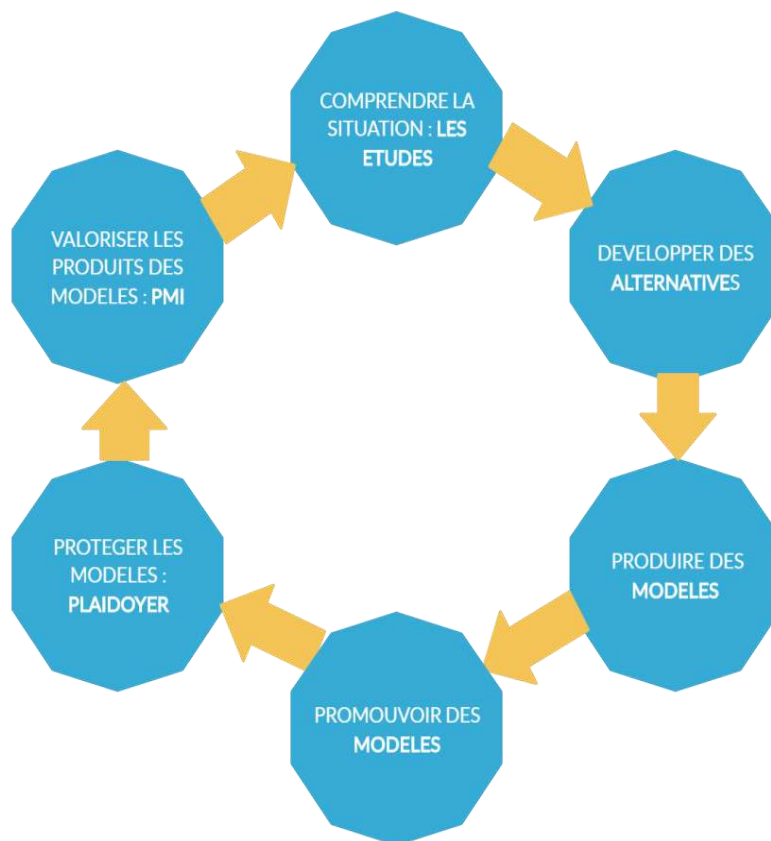
La stratégie de l'ADIP porte sur la création de modèles qui améliorent le vécu et le vivre ensemble des paysannes et des paysans par la recherche-action participative. Même si l'association est au service des populations rurales, elle vise avant tout l'amélioration des pratiques de développement par les autres organisations de développement qui disposent de moyens plus conséquents.

Pour son premier triennat, ADIP a mis en avant les priorités suivantes :

- ❖ Le développement par la recherche-action de systèmes alternatifs de financement. Il s'agit de comparer trois systèmes de financement alternatifs à savoir : i. le matching des systèmes tontiniers (MUSO, AVEC/SILC, IGG) ii ; un micro fonds d'investissement sur le modèle du capital risque, c'est-à-dire la prise de participations dans les exploitations agricoles de jeunes iii. Le matching de projets d'entrepreneuriat non agricole
- ❖ La recherche des meilleures combinaisons des spéculations dans une exploitation familiale susceptibles d'améliorer l'alimentation (réduire la malnutrition, améliorer les revenus et la fertilité) en y intégrant une variante agroécologique
- ❖ Le plaidoyer et le lobbying pour l'adoption des résultats de la recherche-action.
- ❖ L'amélioration de la qualité de vie et le renforcement de la solidarité

Les interventions d'ADIP se font à travers le schéma itératif ci-après :

Graphique 1. Mode d'intervention d'ADIP



Il s'agit de :

- ✓ Comprendre les situations que vivent les paysans par **les études, les analyses et la recherche-action** ;
- ✓ Tester des améliorations et proposer **des alternatives** ;
- ✓ Produire **des modèles** durables, repliables susceptibles d'être portés à échelle et qui améliorent fondamentalement le mieux vivre et le vivre ensemble des populations rurales ;
- ✓ **Promouvoir** ces modèles par du conseil aux décideurs et aux autres acteurs de développement ;
- ✓ **Défendre les intérêts des paysans** et des paysannes par le plaidoyer et le lobbying.
- ✓ Promouvoir **des systèmes organisationnels et partenariaux innovants** qui améliorent la plus-value des paysans dans la chaîne des gains grâce à des prises de participation dans **les PMI** qui valorisent la production paysanne.

Il est important de souligner que l'ADIP ne conduit aujourd'hui qu'un seul projet, le RAFIDESTIM : Recherche des alternatives de financement innovant et de développement des exploitations agricoles familiales par la stimulation mutuelle. Le rapport annuel de l'organisation se confond donc à quelques détails près à ceux de ce projet.

# 1. Le contexte de l'année

---

Partout en Afrique et dans le monde, l'année 2022 aura été caractérisée par une succession de crises, de la pandémie du covid-19 en passant par la guerre en Ukraine jusqu'à la fièvre de la vallée du Rift qui a frappé le bétail.

A la veille du lancement du projet RAFIDESTIM (Recherche des alternatives de financement innovant et de développement des exploitations par la stimulation mutuelle) en juillet 2021, le monde entier faisait face à la pandémie du covid-19 qui a paralysé l'économie mondiale. Au final, cependant, le COVID a peu affecté le projet, mis à part une dizaine de jours d'absence de chaque cadre.

La guerre russo-ukrainienne a entraîné une envolée exceptionnelle des prix du carburant sur le marché internationale qui a profondément affecté le pays en causant la raréfaction du carburant et le relèvement des prix. Cette envolée des prix du carburant a largement entraîné celle des autres produits, y compris locaux comme le haricot, le maïs, le manioc, la banane sans parler des produits importés ou qui doivent incorporer des matières premières importées comme la bière, le savon, etc.

Cette succession de crises a impacté le projet en limitant les missions de suivi de proximité des conseillers des stimulateurs (animateurs communaux), la pièce maitresse du dispositif de suivi suite à la pénurie du carburant, mais également des formateurs du Secrétariat général.

Malgré ces crises, le pays sorti de la crise politique tente de restaurer la paix, la sécurité et la justice sans oublier la coopération internationale.

Sur le plan politique, la sécurité est rétablie sur l'ensemble du pays et le nouveau chef de l'Etat a renoué avec la communauté internationale qui a suspendu la quasi-totalité des sanctions imposées au pays en 2015. La gouvernance s'améliore également même si l'opposition en exil continue à dénoncer des violations des droits humains, les unes plus objectives que d'autres.

Le gouvernement est en particulier très sensible au chômage des jeunes et de nombreux programmes leur sont dédiés et a déclaré 2022-2023 une année spéciale agricole avec une augmentation considérable (80 milliards de BIF) du budget destiné aux "investissements". L'essentiel de l'enveloppe risque d'être absorbé par l'augmentation brutale des prix des engrais.

Le DOPEAE, document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage déclare vouloir mettre l'agriculture entre les mains de la classe moyenne qui en a les moyens au dépens des petits paysans, avec pour stratégie la consolidation des terres, la promotion des monocultures aux hybrides, le tout-engrais, la fixation des prix-plancher des produits agricoles, etc...

Le projet RAFIDESTIM a débuté au premier semestre 2021 sur cofinancement Philea /FGC pour un montant total de 202.704 CHF et la Fondation Roi Baudouin pour un montant de 150.000 euros dont un solde du RAFIDEF de 73 467 132 BIF.

Alors que les rapports aux bailleurs de fonds sont alignés sur l'année budgétaire du pays (de juillet à juin), nous sommes tenus à l'instar des autres asbl de produire un rapport annuel aligné sur l'année calendaire.

Le présent rapport est une compilation de celui de la première année avec celui du second semestre 2022.



Les objectifs du projet sont les suivants :

- Objectif général (à moyen / long terme) : Contribuer à l'amélioration durable de la dignité paysanne ;
- Objectif spécifique à court terme : promouvoir des modèles multiformes (agricoles, de financement et organisationnels) qui contribuent à l'amélioration du vécu et du vivre ensemble des petits paysans burundais.

Les résultats attendus sont à 4 à savoir :

- Résultat attendu 1 : des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux ;
- Résultat attendu 2 : les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité sont expérimentés et adoptés ;
- Résultat attendu 3 : les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles ;
- Résultat attendu 4 : les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention.

Le présent rapport est structuré sur base de ses quatre résultats et se clôturera par un tableau synthétique qui présente le suivi des indicateurs des résultats.

Le projet se déroule dans la région du Kirimiro sur 3 communes à savoir : Ndava en province Mwaro sur 5 collines de la zone Buziracanda, Nyabihanga en commune Mwaro sur 5 collines de la zone ... et Gitega sur cinq collines de la zone Mubuga.

Une phase test avait été réalisée à Nyabihanga dans un projet dénommé RAFIDEF dont le rapport a été transmis aux différentes parties prenantes et consultable sur le site internet d'ADIP : <https://adip-burundi.org/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final-RAFIDEF.pdf>

## Chapitre 1. Résultat attendu 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste auprès des décideurs et des grands programmes de développement pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux.

---

Les activités prévues pour atteindre ce résultat sont les suivantes :

### 1.1 Identifier et former les paysans stimulateurs et leurs formateurs

Cette activité a été réalisée au cours du premier trimestre. Au total 60 stimulateurs (animateurs endogènes) ont été identifiés à raison de 20 par commune.

Quelques critères comme le niveau d'étude, le sexe, l'âge ont été analysés pour essayer de cerner la différence des performances de ces stimulateurs.

Les performances ne semblent pas fonction du niveau d'étude. La relation avec l'âge est très faible, ceux entre 20 et 29 ans ont une moyenne de 67%, ceux entre 30 et 39 de 68% et ceux entre 40 et 49, de 70%. Celle avec le sexe existe mais reste limitée, les femmes sont moins performantes avec une moyenne de 66% contre 70% pour les hommes. Le critère déterminant est sans doute le sérieux, l'honnêteté et l'engagement de la personne, hélas difficiles à cerner de prime abord.

### 1.2 Appuyer les paysans stimulateurs à former des groupes d'autopromotion

Le tableau 1 présente l'évolution des effectifs des bénéficiaires directs du projet.

Tableau 1. Répartition des bénéficiaires du projet selon les catégories

Paramètre	Commune	Effectif/Taux						
		A1			A2			
		T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Effectif total	Gitega	240	239	238	237	237		
	Ndava	240	237	236	228	227		
	Nyabihanga	181	143	187	173	171		
	<b>Total</b>	<b>661</b>	<b>619</b>	<b>661</b>	<b>638</b>	<b>635</b>		
Pauvres	Gitega	45%	45%	45%	45%	45%		
	Ndava	50%	50%	50%	50%	51%		
	Nyabihanga	52%	52%	52%	50%	50%		
	<b>Moyenne</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>	<b>49%</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>		
Jeunes	Gitega	36%	29%	28%	27%	22%		
	Ndava	43%	44%	44%	38%	40%		
	Nyabihanga	31%	26%	28%	25%	25%		
	<b>Moyenne</b>	<b>37%</b>	<b>33%</b>	<b>33%</b>	<b>30%</b>	<b>29%</b>		

Femmes	Gitega	56%	54%	55%	53%	54%		
	Ndava	58%	59%	59%	57%	57%		
	Nyabihanga	59%	65%	69%	68%	68%		
	<b>Moyenne</b>	<b>58%</b>	<b>59%</b>	<b>61%</b>	<b>59%</b>	<b>60%</b>		
Tontine rotative	Gitega	50%	50%	50%	50%	50%		
	Ndava	55%	55%	55%	56%	56%		
	Nyabihanga	50%	45%	34%	33%	32%		
	<b>Moyenne</b>	<b>50%</b>	<b>46%</b>	<b>46%</b>	<b>46%</b>	<b>46%</b>		

Le taux de déperdition est de 12% sur l'année. Nous avons voulu redresser la situation de Nyabihanga en permettant à d'autres membres d'intégrer les GSEM au quatrième trimestre, sans grand succès.

La déperdition des jeunes est la plus importante sans doute parce qu'ils restent attirés par la ville et que le projet n'a pas encore fait suffisamment ses preuves pour les maintenir.

### 1.3 Former les formateurs en éducation financière

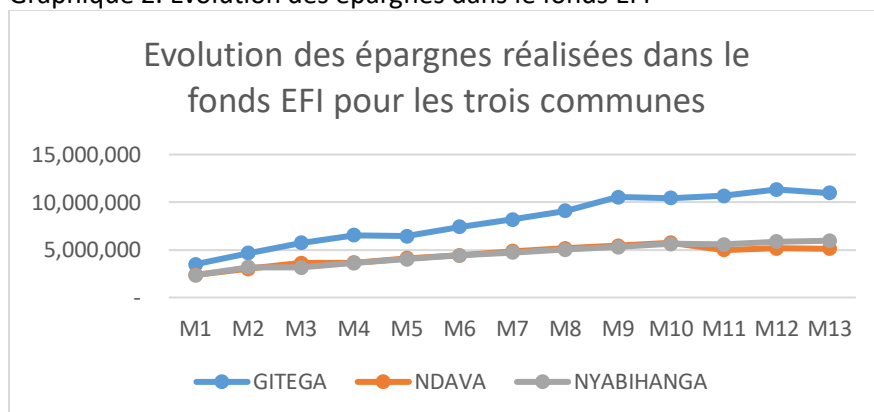
La formation a été dispensée au cours de ce semestre par le Directeur général de la société coopérative Philea, principal partenaire financier de ce projet avec 23 participants dont 5 femmes. Des représentants de 8 organisations partenaires de Philea ou en voie de le devenir ont été formés : CECD-Art, ADIP, UHACOM, ADISCO, DIFO, OAP, CECABU et UGEAR de la RDC.

### 1.4 Former les paysans stimulateurs dans la mobilisation de l'épargne, la mise en place du Fonds pérenne intrants et le suivi des Fonds

#### Indicateur1. Le niveau d'épargne

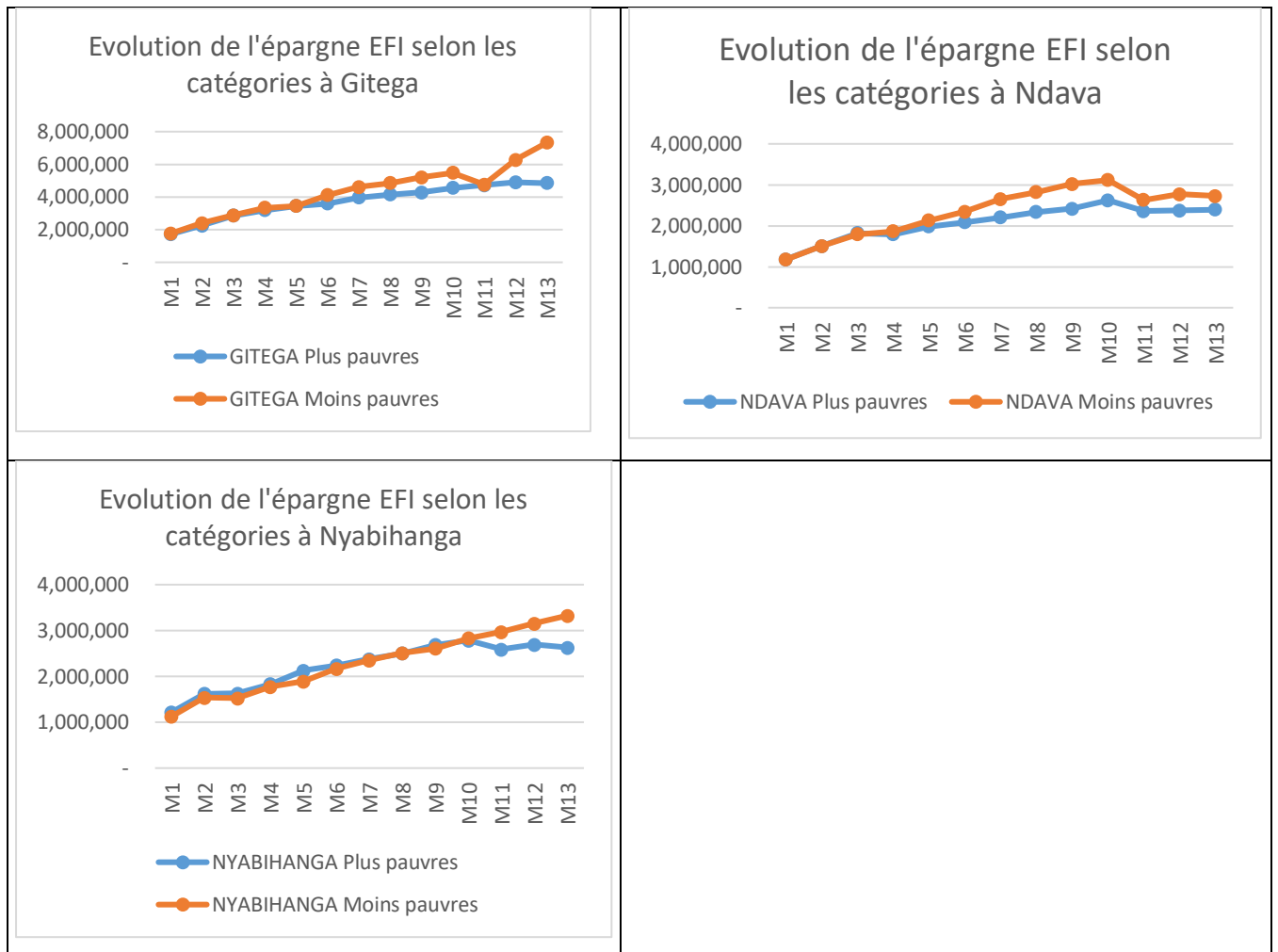
Le fonds EFI continue d'augmenter. Les graphiques qui suivent présentent son évolution. Il s'agit du fonds propre du GSEM c'est-à-dire tout le montant dont dispose le GSEM en caisse et en crédit auquel on a soustrait les montants du matching accordé par ADIP ainsi que les intérêts y associés (Tableau 2) Rappelons ici que pour les systèmes accumulatifs, il s'agit bien du cumul des épargnes réalisées sur toute la période de vie du GSEM, tandis que pour les systèmes rotatifs où on n'épargne pas mais cotise pour accéder à une cagnotte d'une manière rotative, seules 10% des cotisations sont mises en caisse et enregistrées.

Graphique 2. Evolution des épargnes dans le fonds EFI



A Gitega, les épargnes vont jusqu'au double des épargnes réalisées à Ndava et à Nyabihanga. La courbe d'évolution du fonds EFI a connu un léger fléchissement à Ndava. Le graphique qui suit montre l'évolution des épargnes chez les plus pauvres et chez les moins pauvres.

Graphiques 3. Evolution des épargnes dans le fonds EFI selon la catégorie



Dans toutes les communes, les moins pauvres épargnent mieux que les plus pauvres, contrairement à la situation des mois précédents, mais les deux catégories restent à un niveau satisfaisant, ce qui est compréhensible.

### Indicateur 2. Le taux de recouvrement des fonds

Le tableau 2 présente les moyennes de recouvrement des fonds EFI par commune

Tableau 2. Taux de recouvrement du fonds EFI

Commune	Taux de recouvrement
Gitega	92%
Ndava	77%
Nyabihanga	56%

Les données plus récentes indiquent une nette amélioration à Ndava qui a même dépassé Gitega et une stagnation à Nyabihanga, de sorte qu'il faille prendre des mesures pour cette dernière commune.

#### 1.4 Développer de manière participative des modèles de financement alternatifs à expérimenter (matching<sup>1</sup> des épargnes accumulatives des IGG, matching des cagnottes des tontines rotatives, micro Fonds d'investissements)

Pour rappel, trois modèles de financement sont en train d'être testés. Il s'agit du matching des tontines accumulatives, du matching des tontines rotatives et du microfonds d'investissement. Les bénéficiaires sélectionnés pour le microfonds sont également sur l'un des deux autres systèmes, il s'agira pour ce cas d'en analyser leur valeur ajoutée. Nous comparerons ici le fonctionnement des GSEM à l'aide des éléments suivants et les améliorations induites dans les exploitations à l'aide des éléments suivants :

##### Le fonctionnement des GSEM

Le tableau 03 présente la situation de quelques indicateurs relatif au fonctionnement des GSEM.

Tableau 03. Indicateurs de fonctionnement des GSEM

	TAUX MOYEN DE TENUE DES REUNIONS SUR LE TRIMESTRE	TAUX MOYEN DE PRESENCES DANS LES REUNIONS SUR LE TRIMESTRE	TAUX D'EPARGNE DANS LE FOND EFI	TAUX D'EPARGNE DANS LE FOND E/C	TAUX DE COTISATION DANS LE FOND DE SOLIDARITE	TAUX DE REMBOURSEMENT DU FOND EFI	MOYENNE
Gitega	100%	88%	84%	77%	77%	91%	86%
Ndava	99%	97%	97%	97%	99%	77%	94%
Nyabihanga	100%	74%	76%	75%	80%	56%	77%

Le fonctionnement des GSEM est globalement bon, sauf à Nyabihanga qui a hérité du passé de RAFIDEF. La situation à Ndava est dû au fait que les bénéficiaires devaient rembourser très vite le fonds entrepreneurial au même moment que le fonds EFI, ce qui risquait de conduire à un surendettement, une leçon importante pour le système.

**Il existe donc clairement un montant maximum de crédit qu'il ne faudrait pas dépasser pour les paysans qu'il faudra étudier. C'est la situation qui a prévalu sur le RAFIDEF à Nyabihanga et qui devra être anticipée à Mubuga.**

Les tableaux qui suivent comparent le système rotatif et accumulatif selon ces critères.

<sup>1</sup> Il s'agit de multiplier le niveau d'épargne des bénéficiaires en général par 3 dans notre cas.

Tableau 04. Comparaison de quelques paramètres fonctionnels du système rotatif et accumulatif

		TAUX MOYEN DE TENUE DES REUNIONS SUR LE TRIMESTRE	TAUX MOYEN DE PRESENCES DANS LES REUNIONS SUR LE TRIMESTRE	TAUX D'EPARGNE DANS LE FOND EFI	TAUX D'EPARGNE DANS LE FOND E/C	TAUX DE COTISATION DANS LE FOND DE SOLIDARITE	TAUX DE REMBOURSEMENT DU FOND EFI	MOYENNE
Gitega	Rotatif	100%	89%	89%	87%	83%	97%	91%
	Accumulatif	100%	88%	81%	87%	70%	87%	86%
Ndava	Rotatif	100%	96%	95%	94%	100%	70%	92%
	Accumulatif	97%	99%	100%	100%	100%	68%	94%
Nyabihanga	Rotatif	88%	65%	75%	78%	68%	58%	72%
	Accumulatif	100%	77%	75%	78%	75%	39%	74%

La différence est très faible entre les deux systèmes, mais les taux de remboursements sont nettement plus faibles pour le système accumulatif que pour le système rotatif, sans doute à cause d'une meilleure pression du groupe dans le fonds rotatif.

#### Les améliorations dans les exploitations

L'installation complète d'une EFI étant un processus relativement long (entre trois et cinq ans) , il est difficile après 18 mois d'en évaluer les impacts. Nous nous fonderons plutôt sur les améliorations concrètes au niveau des exploitations comme la plantation de nouveaux bananiers, l'achat du bétail, la protection du sol par les haies/fossés anti érosives, etc.

Les bénéficiaires se sont lancés dans des actions différentes selon leur plan d'amélioration et leurs besoins, comme l'indique les tableaux 05.

Tableaux 05. Evolution de quelques indicateurs dans les exploitations

**Commune GITEGA**

Système	Accroissement du nombre de vaches	Accroissement de nombre de chèvres	Accroissement du nombre de porcs	Nouveaux pieds de bananiers	Longueur nouveaux fossés antiérosifs	Longueur nouvelles haies antiérosives en mètres	Nombre nouveaux arbres fruitiers	Nombre de nouvelles compostières	Nombre de nouveaux arbres agroforestiers	Nombre de nouveaux arbres forestiers
Nombre total Accumulatif	2	83	27	3 815	20 368	13 266	2 338	246	10 171	44 352
Nombre total Rotatif	9	54	36	3 905	10 273	12 769	10 794	253	6 765	20 991
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>137</b>	<b>63</b>	<b>7 720</b>	<b>30 641</b>	<b>26 035</b>	<b>13 132</b>	<b>499</b>	<b>16 936</b>	<b>65 343</b>
Moyenne par ménage ACCUMULATIF	0,02	0,70	0,23	32	171	111	20	2	85	373
Moyenne par ménage ROTATIF	0,08	0,46	0,31	33	87	108	91	2	57	178
<b>MOYENNE GENERAL</b>	<b>0,05</b>	<b>0,58</b>	<b>0,27</b>	<b>33</b>	<b>129</b>	<b>110</b>	<b>55</b>	<b>2</b>	<b>71</b>	<b>276</b>

**Commune NDAVA**

Système	Accroissement du nombre de vaches	Accroissement de nombre de chèvres	Accroissement du nombre de porcs	Nouveaux pieds de bananiers	Longueur nouveaux fossés antiérosifs	Longueur nouvelles haies antiérosives en mètres	Nombre nouveaux arbres fruitiers	Nombre de nouvelles compostières	Nombre de nouveaux arbres agroforestiers	Nombre nouveaux arbres forestiers
ACCUMULATIF	7	4	29	3 627	9 642	19 012	121	4 774	4 033	6 066
ROTATIF	8	43	7	2 211	5 496	13 784	126	4 966	3 216	4 240
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1</b>	<b>39</b>	<b>36</b>	<b>5 838</b>	<b>15 138</b>	<b>32 796</b>	<b>247</b>	<b>9 740</b>	<b>7 249</b>	<b>10 306</b>
Moyenne par ménage ACCUMULATIF	0,07	0,04	0,29	37	97	192	1,22	48	41	61
Moyenne par ménage ROTATIF	0,06	0,34	0,05	17	43	108	0,98	39	25	33
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,17</b>	<b>0,16</b>	<b>26</b>	<b>67</b>	<b>144</b>	<b>1,44</b>	<b>43</b>	<b>32</b>	<b>45</b>

**Commune NYABIHANGA**

<b>SYSTEME</b>	Accroissement du nombre de vaches	Accroissement de nombre de chèvres	Accroissement du nombre de porcs	Nouveaux pieds de bananiers	Longueur nouveaux fossés antiérosifs	Longueur nouvelles haies antiérosives en mètres	Nombre nouveaux arbres fruitiers	Nombre de nouvelles compostières	Nombre de nouveaux arbres agroforestiers	Nombre de nouveaux arbres forestiers
ACCUMULATIF	27	89	33	1 161	3 453	1 656	115	1 904	2 360	1 115
ROTATIF	- 5	25	24	1 253	2 431	5 198	71	1 813	1 677	1 329
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22</b>	<b>114</b>	<b>57</b>	<b>2 414</b>	<b>5 884</b>	<b>6 854</b>	<b>186</b>	<b>3 717</b>	<b>4 037</b>	<b>2 444</b>
Moyenne par ménage ACCUMULATIF	0,23	0,77	0,28	10	30	14	0,99	16	20	10
Moyenne par ménage ROTATIF	- 0,09	0,45	0,44	23	44	95	1,29	33	30	24
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>0,13</b>	<b>0,67</b>	<b>0,33</b>	<b>14</b>	<b>34</b>	<b>40</b>	<b>1,09</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>14</b>



Les deux systèmes de financements ont induits des améliorations importantes dans les exploitations. Nous approfondirons cette recherche sur les autres paramètres comme les jeunes, les femmes, l'influence du stimulateur dans les prochains rapports. Les premières données indiquent néanmoins que le système accumulatif induit de meilleures performances que le rotatif. Il faudrait tenter de mieux comprendre ce que les bénéficiaires font de la cagnotte du fonds rotatif qui laisse au final beaucoup de liberté aux gens.

### Le micro fonds d'investissement

Une vingtaine de projets sont en train d'être mis en œuvre sur ce modèle qui consiste à un cofinancement entre le producteur et l'ADIP sur le modèle du capital risque. Il s'agit de l'élevage des porcs, des poules, la culture du bananier et celle du prunier du japon.

Si la conduite des poules a connu des ravageurs à Ndava, les autres projets restent encourageants. Il est actuellement trop tôt pour tirer des conclusions sur ce modèle de financement, même si la qualité des exploitations est nettement meilleure que pour les autres systèmes. L'idée consiste à optimiser parfaitement la production en y apportant tous les moyens et techniques nécessaires.



*Une bananeraie financée sur microfonds d'investissement en commune Ndava juste avant paillage*

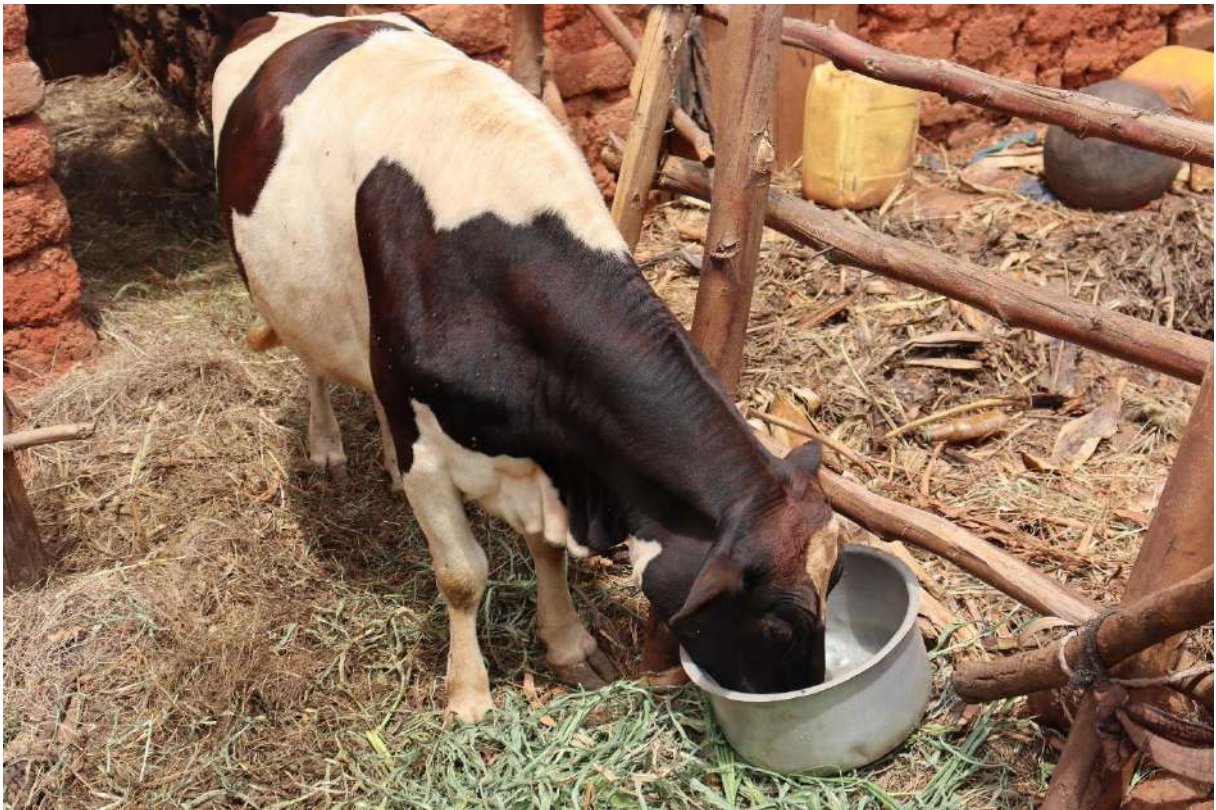
#### 1.6 Assurer le suivi continu des bénéficiaires et de leurs groupements

Des missions de suivi sont régulièrement effectuées par les CS et le Formateur des conseillers des stimulateurs, sans oublier les stimulateurs qui restent en permanence auprès des bénéficiaires.

#### 1.7 Mettre en place un Fonds de refinancement des groupements (Fonds entrepreneurial)

Comme annoncé plus haut, il a été organisé un atelier, d'abord en faveur des stimulateurs, ensuite de tous les bénéficiaires, afin de planifier et budgétiser les projets entrepreneuriaux à mener ainsi que les actions d'amélioration de la qualité de vie à prioriser. Les objectifs étaient donc :

- d'acquérir quelques notions de base sur l'entrepreneuriat ;
- d'aider les participants à choisir un projet innovant, plus ou moins non agricole, à faible coût d'investissement et correspondant aux besoins de la communauté environnante ;
- d'aider les bénéficiaires à établir pour leur projet, un plan d'action et un budget en tenant compte des fonds disponibles
- de prioriser des actions pour améliorer la qualité de vie.



Génisse acquise sur fonds entrepreneurial en Commune Gitega à Mubuga

Cette activité très prisée par les bénéficiaires leur permet de réaliser des activités de leur choix et qui en principe devaient être tournées vers des aspects non agricoles. Les innovations ne semblent pas néanmoins au rendez-vous. Les choix restent tournés vers la vente de la bière de banane, la vente d'autres produits agricoles comme les légumes, la tomate, l'huile de palme, etc., l'engraissement des porcs ou des poules. Quelques autres projets étaient plus innovants et surtout très utiles à la communauté comme les toilettes écologiques, la fabrication de la fumure organique de qualité, les biopesticides, etc. Nous espérons que ce début leur permettra d'acquérir l'expérience nécessaire et le goût du risque pour innover dans le futur.

#### 1.8 Assurer la formation psycho humaine et en EFI des conseillers des stimulateurs et des cadres

Un recyclage de ces formations a eu lieu en octobre 2022 après la formation initiale réalisée au début du projet en 2021.

## Chapitre 2. Résultat attendu 2 : Les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour transformer les exploitations familiales intégrées sont expérimentés et promus pour l'adoption

---

### 2.1 Former et recycler les stimulateurs dans les techniques de stimulation mutuelle sur l'amélioration des EFI

922 visites de stimulation mutuelle ont été effectuées en commune Gitega soit une moyenne de 3.89 par ménage, 814 visites une moyenne 3.58 visites aussi par ménage à Ndava, mais seulement 425 visites, soit une moyenne de 2,48 visites par ménage à Nyabihanga. Ces visites ont énormément contribué à l'amélioration de la qualité des exploitations, celle de l'hygiène et de l'habitat.

### 2.2 Assurer la formation psycho humaine de tous les bénéficiaires et les stimulateurs

Comme pour les stimulateurs, un recyclage de ces formations a eu lieu en octobre 2022, en début de saison culturale, les premières formations ayant été organisées au début du projet en 2021.

### 2.3 Assurer la formation en EFI de tous les bénéficiaires

Les améliorations relatées dans les tableaux 05 sur les exploitations sont le fruit de cette formation que nous avons renforcé en octobre 2022. L'annexe 1 indique l'évolution des indicateurs dans le cadre logique quant à la situation par rapport aux différents stades de l'EFI, l'adoption des cultures spéculatives et des méthodes d'adaptation aux changements climatiques

### 2.4 Assurer des formations techniques spécifiques

Ces formations sont régulièrement assurées par les conseillers des stimulateurs

### 2.5 Mettre en place un Fonds rotatif d'appui aux EFI et les règles de gestion

Le second tour du matching des fonds EFI a été effectué ce semestre. La préparation de ce travail a mobilisé tout le staff. En effet, malgré les formations répétitives, certains secrétaires des GSEM ne parviennent pas à remplir correctement les carnets de suivi des GSEM, lesquels conditionnent le matching.

Les demandes d'appui des bénéficiaires portaient surtout les semences, la fumure organique, l'achat du bétail, la main d'œuvre et pour ceux qui ne veulent pas l'entendre, les engrais chimiques. Nous considérons en effet que L'ONG Tubura est bien mieux outillée que nous sur ce créneau.

Notre appui porte sur les améliorations durables de l'exploitation comme la plantation des arbres, de bananiers, l'achat du bétail, les systèmes antiérosifs, le compostage etc.

### 2.6 Appuyer les bénéficiaires à planifier l'amélioration de leurs exploitations et assurer le suivi permanent des bénéficiaires et de leur exploitation

Le recyclage de la formation psycho-humaine et en EFI a abouti à l'amélioration des plans d'amélioration des exploitations des exploitations.



*Une EFI en évolution à Nyabihanga*

## 2.7 Mettre en place un Fonds spécifique d'appui à l'atténuation des effets des changements climatiques

Ce fonds n'est pas encore mis en place, mais une visite du projet PRCC d'ADISCO qui travaille sur la mise en place de micro-systèmes d'irrigation en province Bubanza a été effectuée par la Directrice des programmes et le cadre en charge des formations. Trois idées en ont émergé :

- la mise en place de systèmes collectifs d'eau de pluie ;
- la construction de micro-barrages ;
- L'amélioration des systèmes de gestion de l'eau gravitaire.

Une localisation des sites les plus intéressants est en train d'être faite progressivement en collaboration avec les bénéficiaires, les stimulateurs et les conseillers des stimulateurs. Les constructions devraient débuter en mars/avril

## Chapitre 3. Résultat attendu 3 : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles.

---

Les activités prévues portent sur la publication régulière sur notre site des informations sur le monde rural, ainsi que quelques analyses qui peuvent contribuer à améliorer les prises de décision.

Quant au plaidoyer proprement dit, nous sommes toujours en train de réunir l'argumentaire nécessaire pour proposer un système de subvention directe aux ménages. Une activité qui devrait clôturer la

présente phase de deux ans et qui connaîtra son point d'orgue au cours de la nouvelle phase de trois ans en négociation.

Une étude sur les systèmes de financement pratiqués au Burundi a été terminée et nous sommes en cours d'analyse des systèmes de subvention actuellement pratiqués dans le pays.

## Chapitre 4. Résultat 4 : Les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention.

Une formation sur la qualité de vie et le sens de dignité a été réalisée en juin avait quatre objectifs :

- comprendre ce que c'est la Dignité et la qualité de vie ;
- s'entendre sur les obstacles que rencontre un paysan en quête de la dignité et de l'amélioration de la qualité de vie ;
- décider des actions à mener ;
- déterminer le mode d'appui aux initiatives pour l'amélioration de la qualité de vie et la marche vers la dignité (critères et mode d'utilisation du fonds)

Les résultats actuels sur cet aspect sont induits à la fois par la formation psychohumaine et les voyages de stimulation mutuelle.

Les graphiques qui suivent présentent la variation de la note obtenue sur les latrines selon la commune et selon le système adopté présenté dans les encadrés ci-dessous.

### Encadré 1. Système de cotation de l'évolution des latrines et de l'habitation.

<b>COTATION TOILETTES</b>
<b>Pavement/3pts</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Toilette avec bloc-ciment en béton armé : 3pts</li> <li>- Toilette couvert de bois et de sol nu : 2pts</li> <li>- Toilette couvert de bois uniquement : 1pts</li> <li>- Sans toilette : 0pts</li> </ul>
<b>Mûrs /4pts</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construits en brique cuite ou brique adobe : 4pts</li> <li>- Construits en bois renforcé avec de la boue : 3pts</li> <li>- Construits en tentes ou sachets : 2pts</li> <li>- Construit en feuilles sèches de bananiers ou de la paille : 1pts</li> <li>- Sans toilette : 0pts</li> </ul>
<b>Toiture</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couvert avec des tôles ou des tuiles en bon état : 3pts</li> <li>- Couvert avec de vieilles tôles/tuiles : 2pts</li> <li>- Couvert avec des tentes, de la paille ou de feuilles sèches de bananiers : 1pts</li> <li>- Non couvert : 0pts</li> </ul>
<b>COTATION HABITAT</b>

**Pavement/4pts**

- Pavement en terre : 1pts
- Pavement en terre sur lequel est placé des briques et des pierres : 2pts
- Pavement en carreaux locaux : 3pts
- Pavement en ciment ou carreaux importés : 4pts

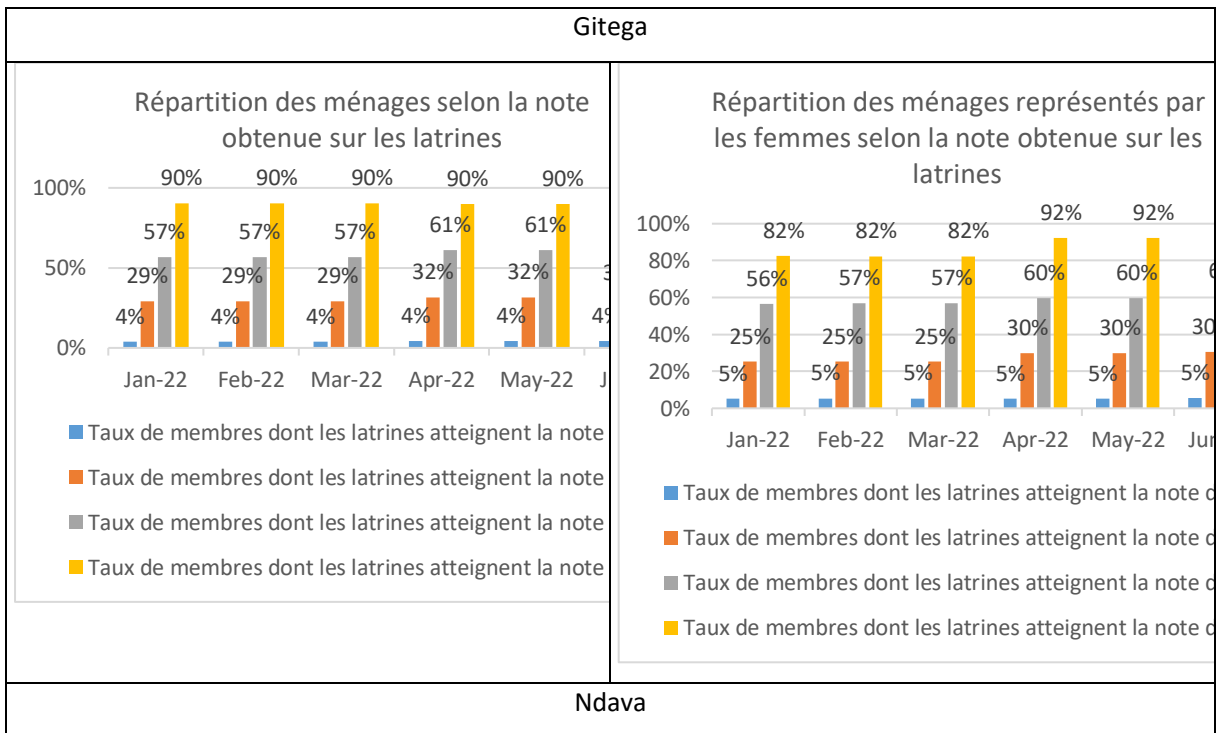
**Mûrs/3pts**

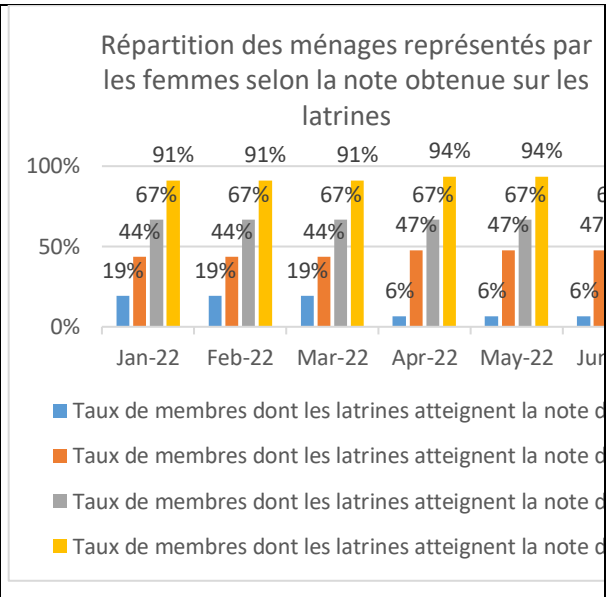
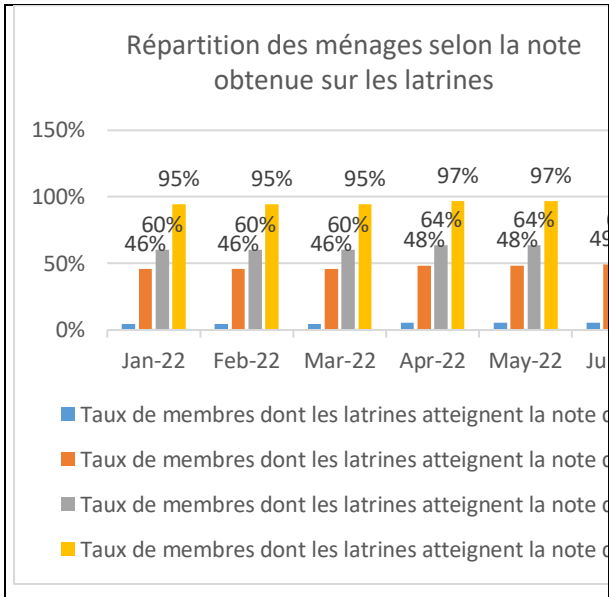
- Construite en brique cuite/3pts
- Construite en brique adobe/2pts
- Construite en bois renforcé avec de la boue/1PTS
- Construite avec de la paille, des tentes, etc/0 pts

**Toiture/3pts**

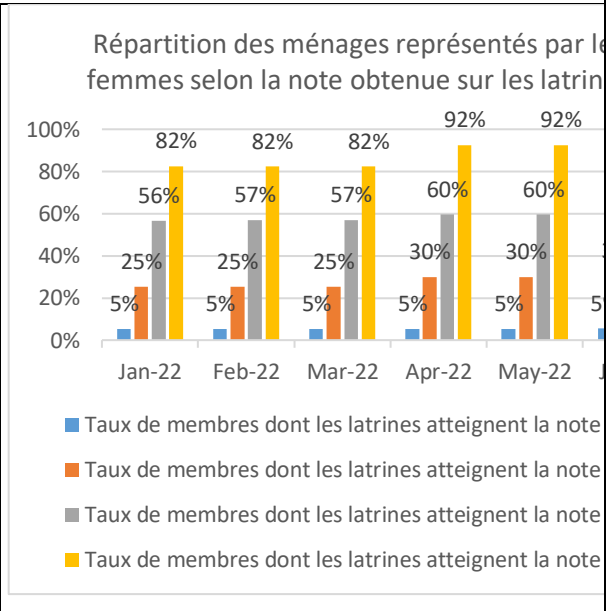
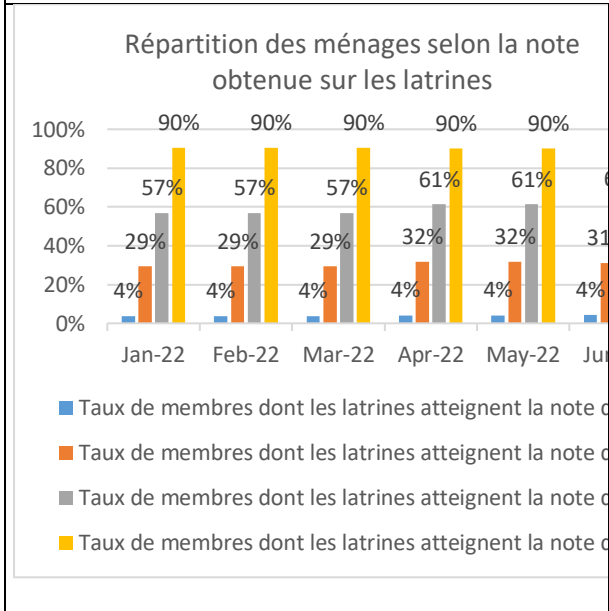
- Couvert de tôles et de tuiles en bon état/3pts
- Couvert avec de vieilles tôles/tuiles/2pts
- Couvert avec de la paille, de feuilles sèches de bananiers, etc. /1pts

Graphiques 4, 5 et 6 : variation de la note obtenue sur l'amélioration des latrines selon la commune



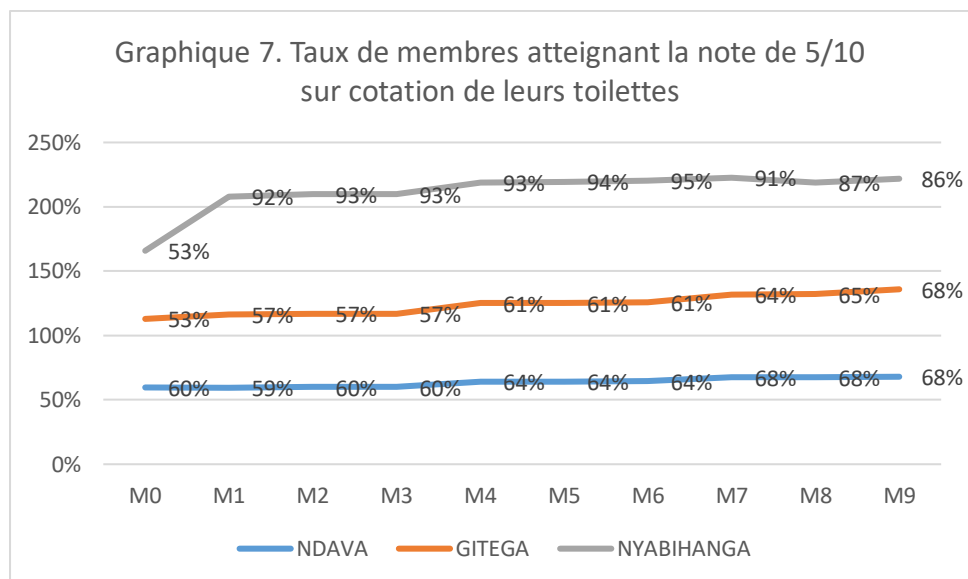


## Nyabihanga



De petits changements ont été opérés. Le taux de membres dont les latrines atteignent la note de trois, de cinq et de sept a augmenté même si ces changements n'ont rien changé sur le taux de membres qui parviennent à avoir la note de dix.

Si l'on s'en tient à ceux qui atteignent la note cinq, les différences semblent plus significatives comme l'indiquent les schémas qui suivent.



Pour Ndava, 8 personnes sur 100 quittent la catégorie inférieure et franchissent ce pas en une année, Gitega 15 et Nyabihanga 33. L'espoir est donc permis.

## Chapitre 5. Effets et impacts du projet

### 5.1. Les changements constatés suite à la mise en œuvre du projet

Nous reprenons dans le tableau les 12 indicateurs des changements les plus importants que nous avons décidé de suivre.

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	A1
<b>Capital Humain</b>				
1.	Proportion de ménages ayant une mutuelle de santé (mutuelle sans but lucratif)	%	8	6
2.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix sur l'habitat	%	ND	19
3.	Proportion de ménages représentés par les femmes atteignant la note de sept sur dix sur l'habitat	%	ND	22
4.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix dans les toilettes	%	ND	48



5.	Proportion de ménages représentés par les femmes atteignant la note de sept sur dix dans les toilettes	%	ND	50
6.	Proportion de ménages ayant soit une vache, ou plus de trois chèvres, ou plus de trois porcs	%	49	62
7.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en secondaire	%	30	40
8.	Proportion de ménages pouvant couvrir les besoins alimentaires toute l'année	%	9.2	13
9.	Proportion de ménages dont toute l'exploitation est protégée contre l'érosion	%	23	44
10.	Proportion de ménages ayant de la fumure pouvant couvrir toute l'exploitation	%	12	39
11.	Revenu moyen annuel des ménages (monétaires)	BIF	320 126	1 092 794 <sup>2</sup>
12.	Nombre moyen de ménages amis	ménages	26	33

Le projet améliore considérablement les revenus des ménages (plus de trois fois) avec des effets sur l'alimentation, la scolarisation, l'acquisition des animaux, la protection contre l'érosion, l'amélioration de la fumure et le capital social.

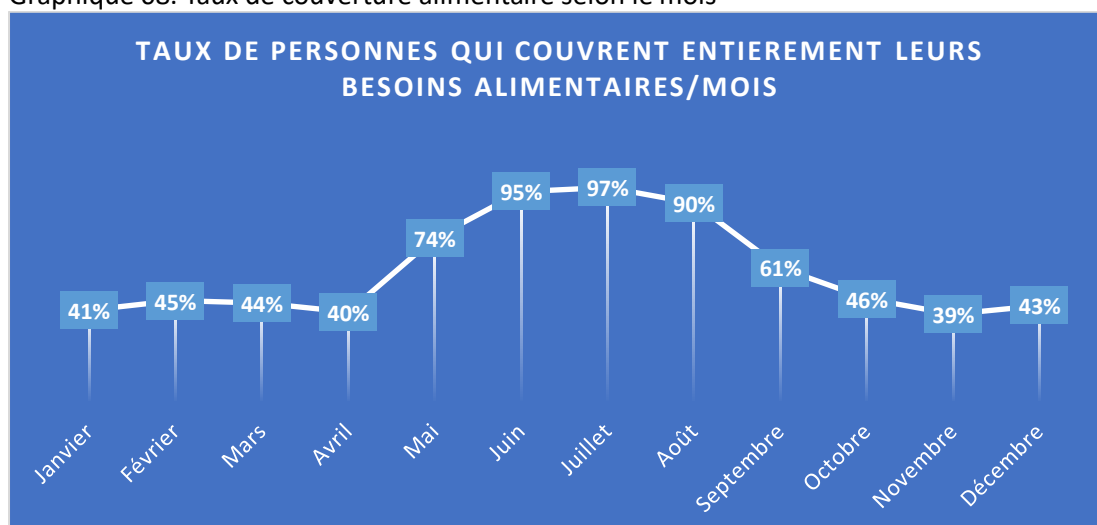
Deux indicateurs à savoir la couverture alimentaire et le sens social sont commentés ci-dessous en détail.

### 5.1.1 L'amélioration de la couverture alimentaire

La baseline réalisée sur Nyabihanga indiquait que le taux de membres pouvant couvrir les besoins alimentaires toute l'année s'élève à 9.2%. Nous visions d'atteindre 20% et nous en sommes à 13%.

Le graphique ci-dessous indique l'évolution de ce chiffre au cours de l'année. Faute d'une baseline sur cet aspect important, nous allons utiliser ce graphique comme baseline dans le futur.

Graphique 08. Taux de couverture alimentaire selon le mois



<sup>2</sup> Revenus agricoles et non agricoles

En analysant les caractéristiques de ces derniers, on est surpris de découvrir qu'il ne s'agit pas de ceux qui ont plus de terre avec une moyenne de 34,2 ares contre une moyenne générale de 37,3 ares.

Il s'agit surtout de personnes qui disposent d'assez de fumure organique. 78% d'entre eux disposent d'assez de fumure pour couvrir plus de la moitié de l'exploitation contre 63% dans l'ensemble de l'échantillon.

La protection contre l'érosion ne semble influencer que légèrement sur ce facteur. Seuls 58% d'entre eux a protégé plus de la moitié de son sol contre seulement une moyenne général de 46%. 53% d'entre eux ont développé (pas mis en place) de manière satisfaisante une culture/élevage noyau contre une moyenne de 42% dans l'ensemble.

Une preuve supplémentaire qu'il faut agir sur une combinaison de facteurs que nous devons déterminer au futur. Une indication que l'EFI reste la voie à privilégier dans le développement agricole du Burundi et non les cultures pures que prêche le DOPEAE et les agences qui privilégient le modèle AGRA. Le projet a enregistré des progrès dans la mise en place des EFI. Le tableau 10 indique le pourcentage de bénéficiaires dans chaque niveau.

Tableau 10. Dispatch des membres selon le stade EFI

Commune	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Gitega	30%	0%	0%
Ndava	24%	9%	3%
Nyabihanga	35%	4%	0%
Total	29%	4%	1%

Gitega semble rester surtout sur les cultures spéculatives à cycle court.

### 5.1.2 Sens social et de la dignité

Les ménages sont passés d'une moyenne de 26 (selon la baseline de Nyabihanga) à une moyenne de 33. L'objectif de 35 sera sans doute dépassé. Les GSEM et les visites de stimulation mutuelle constituent sans doute les ingrédients de ce progrès à ce stade.

## Conclusion

---

A la fin de la première année du projet, les fondements du projet sont solidement jetées. Les groupes sont maintenant stables sauf à Nyabihanga, l'ancienne zone d'intervention du RAFIDDEF où l'identification des bénéficiaires réalisée dans la phase précédente a du mal à s'aligner sur les nouvelles stratégies du RAFIDESTIM.

Les épargnes sont très régulières et les montants vont au-delà de ceux espérés. Les formations les plus importantes ont été également assurées.

Les premiers fonds d'appui aux initiatives entrepreneuriales ont été mis en place et augurent d'un très bon succès, même si la majorité des bénéficiaires les a investis dans les activités agricoles qui devraient plutôt être supportés par les fonds d'amélioration des exploitations agricoles. La question de la faible capacité d'innovation en milieu rural Burundais et même africain est bien connue.

Quant au fonds EFI, un fonds pérenne “intrants” se met progressivement en place et devrait permettre au paysan de devenir progressivement autonome d’ici trois ans, si des règles encore plus contraignantes de la gestion de ce fonds restent scrupuleusement appliquées. Ce serait une contribution majeure du projet au développement rural en brisant le cycle vicieux de la pauvreté rurale.

A travers les visites de stimulation mutuelle et des initiatives d’entraide, les paysans développent un système très efficace d’autoformation, apprennent à trouver des solutions à leurs propres questionnements et à renforcer leur solidarité et leur dignité.

Quant aux exploitations agricoles, malgré le raté de la première saison agricole, des améliorations solides se mettent en place et permettent déjà de dégager des pistes à confirmer pour améliorer fondamentalement l’exploitation agricole familiale des paysans pauvres

Le volet plaidoyer et communication a également bien progressé notamment grâce à des notes régulières postées sur le site (Echo des campagnes et blog), une étude sur les systèmes de financement mais surtout grâce au plaidoyer sur les conséquences de la guerre en Ukraine. L’ADIP a également rejoint le groupe de plaidoyer agricole du Burundi, à la fois un point fort et une limite.

Pour dire que le projet suscite un espoir immense pour les bénéficiaires et les acteurs de développement.

## Annexe 1. Suivi des indicateurs de performance du projet RAFIDESTIM au 31 décembre 2022

LOGIQUE D'INTERVENTION	Indicateur	INDICATEURS			Atteints S1A2	COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
		Ligne de base	Planifiés	Atteints A1		
<b>OBJECTIF GÉNÉRAL/IMPACT</b> Contribuer à l'amélioration durable de la dignité paysanne	• IND 1 : 20% des bénéficiaires peuvent couvrir leurs besoins alimentaires toute l'année	9.2%	20%	13%	15%	35% couvrent leurs besoins pendant sur 9 mois.
	• IND 2 : Le nombre moyen des amis des bénéficiaires qui peuvent leur venir au secours en cas de difficulté à égalité entre les hommes et les femmes passe de 26 à 35.	26	35	33	Non documenté	Différence entre les 3 communes et faible pas entre les hommes (H) et les femmes (F). Gitega étant plus entrepreneurial et moins solidaire
	Moyenne femmes	-	35	32		
	Moyenne hommes	-	35	35		
<b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES (2 maximum)</b> <u>OS 1</u> : Promouvoir des modèles multiformes qui participent à l'amélioration du vécu et du vivre ensemble des petits paysans burundais		0	1	0	0	En cours avec modèles avancés : la stimulation mutuelle, le "fonds pérenne intrants", Le micro fond d'investissement et La fermette intégrée (EFI)  L'indicateur présente des chances très élevées d'être atteint.

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS					COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Indicateur	Ligne de base	Planifiés	Atteints A1	Atteints S1A2	
<b>RÉSULTATS</b> Résultat 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux	Le niveau d'épargne ou de mobilisation endogène des paysans est multiplié par 3 à <u>égalité</u> entre les hommes et les femmes	32 000	96 000	167 249	Non documenté	OK.52% dans les GSEM, 12% dans des IMF et 16% à la maison. Seule l'épargne en espèces a été considérée
	Femmes		96 000	155 169		OK, mais avec une moyenne un peu plus faible pour les femmes à corriger.
	Hommes		96 000	185 044		
	Le taux de recouvrement des fonds prêtés et/ou investis se stabilise à 90%	-	90%	80%	90%	Différent selon les communes et les fonds. Des améliorations déjà engagées pour atteindre 95% sauf à Nyabihanga
	Un système d'épargne au fond pérenne intrants est adopté par 50% des ménages accompagnés		50%	100%	100%	C'est le point clé de la stratégie d'ADIP pour briser le cycle de la paupérisation en protégeant un fonds pour améliorer l'exploitation et bien approprié
Résultat 2 : Les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité sont	20% des paysans accompagnés ont développé des EFI au TOP,	0%	20%	1%	2%	Le démarrage du projet après la grande saison agricole mais de nombreuses améliorations saison B et C.
	50% des paysans accompagnés ont développée des EFI au niveau 2	0%	50%	4%	7%	

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS					COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Indicateur	Ligne de base	Planifiés	Atteints A1	Atteints S1A2	
expérimentées et adoptés	70% des paysans accompagnés ont développée des EFI au niveau basique (cf. Annexe 15 sur la définition des EFI)	9.2%	70%	29%	64%	
	Trois filières orientées marché au sein des EFI permettant de doubler les revenus des paysans sont adoptés par 60% des ménages accompagnés dont une spécifique aux femmes/Doubler les revenus		355 970	192 526	Non documenté	Uniquement pour 11 filières avec différences par communes : Nyabihanga : 129 983 ; Ndava : 201 016 et Gitega : 234 919  Ces revenus représentent 20% du revenu agricole total des ménages.
	Trois filières orientées marché au sein des EFI permettant de doubler les revenus des paysans sont adoptés par 60% des ménages accompagnés dont une spécifique aux femmes/Adoption des filières	27%	60%	35%	36%	Seuls 35% des bénéficiaires sont au moins sur trois cultures spéculatives.  Aucune culture spécifique aux femmes n'a encore été développée, suite au démarrage tardif.

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS				Atteints S1A2	COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Indicateur	Ligne de base	Planifiés	Atteints A1		
	100% des ménages ont adopté une mesure d'atténuation des changements climatiques dont 100 % pour un système antiérosif, 50% la plantation d'au moins dix arbres agroforestiers ou un micro boisement et 30% un système de micro-irrigation.	0%/0%/0%	100%/50%/30%	42%/78%/0%	62%/88%/0%	42% dans la lutte contre l'érosion. 78% des ont planté au moins 10 arbres agroforestiers. L'accent sera mis sur la micro irrigation.
Résultat3 : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques	Indic.1. L'observatoire des politiques agricoles a publié 6 notes par an et deux dossiers complets de plaidoyer dont au moins deux en faveur des femmes	0/0/0	6/2/1	15/2/2	29/3/2	Les pigistes ne sont opérationnels que dans la région du Buyenzi. A poursuivre pour un meilleur maillage du pays.
	IND 2 : Les actions de plaidoyer ont permis de faire évoluer au moins une mesure programmatique/politique en faveur des petits paysans/paysannes	0	1	(0/1)	1 (2)	Le plaidoyer a permis de relancer le GSADER qui permet de coordonner et de dialoguer sur les politiques  Le lobbying a permis de mettre en exergue quelques défaillances du DOPEAE, avec un engagement encore informel de le remplacer par un PNIA qui intègre l'agriculture familiale.

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS				Atteints S1A2	COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Indicateur	Ligne de base	Planifiés	Atteints A1		
	70% des paysans ont investi les revenus dans l'amélioration de leurs conditions sociales (mutuelle de santé, amélioration de l'habitat, hygiène (toilettes en particulier), acquisition de serviettes hygiéniques pour les femmes, etc.) à égalité entre les hommes et les femmes	0%	70%	-	Non documenté	Les visites de stimulation mutuelle jouent déjà un rôle considérable sur l'amélioration des toilettes et un peu de l'hygiène de l'habitat
Résultat4 : Les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention						Seule la formation a été donnée en fin d'année



## Annexe 2. Rapprochement budgétaire des 18 premiers mois du projet.

DÉSIGNATION	BUDGET INITIAL APPROUVÉ POUR LA PÉRIODE DU RAPPORT(année1&2)		DÉPENSES SUR PÉRIODE PRÉSENTÉE DU PROJET		ÉCARTS	
	LOC (=devise locale)	CHF	LOC	CHF	CHF	%
<b>1. Frais du personnel</b>						
1.1. Secrétaire Général et chargé de plaidoyer	20 400 000	10 200	15 300 000	7 515	2 685	73,7%
1.2. Coordonnateur du Projet et responsable des études	28 800 000	14 400	21 759 036	10 687	3 713	74,2%
1.3. Formateur des stimulateurs et responsable communication	19 200 000	9 600	15 300 000	7 515	2 085	78,3%
1.4. Conseiller des stimulateurs	28 800 000	14 400	24 190 648	11 882	2 518	82,5%
1.5. Stimulateurs	19 800 000	9 900	9 742 093	4 785	5 115	48,3%
1.6. Responsable administratif et financier	14 400 000	7 200	16 447 554	8 079	-879	112,2%
1.7. Agents d'entretien et veilleurs/gardiens	6 240 000	3 120	2 397 088	1 177	1 943	37,7%
<b>Total 1 =</b>	<b>137 640 000</b>	<b>68 820</b>	<b>105 136 419</b>	<b>51 640</b>	<b>17 180</b>	<b>75,0%</b>
<b>2. Frais des activités</b>						
2.1.1. Identifier et former les paysans stimulateurs et leurs formateurs	6 185 000	3 093	5 586 100	2 744	349	88,7%
2.1.2. Appuyer les paysans stimulateurs à former des groupes d'autopromotion	1 020 000	510	438 450	215	295	42,2%
2.1.4. Former les paysans stimulateurs dans la mobilisation de l'épargne, la mise en place du fonds pérenne intrants et le suivi des fonds	7 905 000	3 953	8 299 600	4 077	-124	103,1%
2.1.6. Assurer le suivi continue des bénéficiaires et de leurs groupements	37 560 000	18 780	26 317 914	12 927	5 853	68,8%
2.1.8. Assurer la formation psycho humaine et en EFI des conseillers des stimulateurs et des cadres	4 605 000	2 303	3 892 737	1 912	390	83,0%
2.2.1. Former et recycler régulièrement les stimulateurs dans les techniques de stimulation mutuelle sur l'amélioration des EFI	19 920 000	9 960	20 345 750	9 993	-33	100,3%
2.2.2. Assurer la formation psycho humaine de tous les bénéficiaires et des stimulateurs	14 000 000	7 000	14 086 490	6 919	81	98,8%
2.2.3. Assurer la formation en EFI de tous les bénéficiaires	14 000 000	7 000	14 080 550	6 916	84	98,8%
2.2.6. Appuyer les bénéficiaires à planifier les améliorations de leurs exploitations et assurer le suivi permanent des bénéficiaires et de leurs exploitations	37 080 000	18 540	24 221 672	11 897	6 643	64,2%
2.3.1. Lancer et équiper l'observatoire des politiques agricoles	6 000 000	3 000	6 396 877	3 142	-142	104,7%
2.3.2. Organiser des missions de prospection sur les grandes préoccupations paysannes	10 200 000	5 100	4 812 050	2 364	2 736	46,3%
2.3.3. Publier des notes régulières d'information ou d'alerte sur les questions agricoles	7 200 000	3 600	1 855 872	912	2 688	25,3%
2.3.4. Organiser deux campagnes de plaidoyer	38 600 000	19 300	10 884 069	5 346	13 954	27,7%
2.4.1. Former les stimulateurs sur les question d'amélioration de la qualité de vie	10 140 000	5 070	10 683 735	5 248	-178	103,5%
2.4.2. Former les paysans sur la dignité paysanne et la qualité de vie	17 100 000	8 550	8 541 400	4 195	4 355	49,1%

<b>Total 2 =</b>	<b>231 515 000</b>	<b>115 758</b>	<b>160 443 266</b>	<b>78 805</b>	<b>36 952</b>	<b>68,1%</b>
<b>3. Equipements et investissements</b>						
3.1. Ordinateurs	4 500 000	2 250	5 133 000	2 521	-271	112,1%
3.2. Imprimante et photocopieur	4 500 000	2 250	4 956 000	2 434	-184	108,2%
3.3. Motos	13 500 000	6 750	11 608 212	5 702	1 048	84,5%
3.4. Petit équipement de bureaux	1 500 000	750	666 000	327	423	43,6%
3.5. Mobilier complémentaire	1 800 000	900	3 435 000	1 687	-787	187,5%
<b>Total 3 =</b>	<b>25 800 000</b>	<b>12 900</b>	<b>25 798 212</b>	<b>12 671</b>	<b>229</b>	<b>98,2%</b>
<b>4. Investissements économiques</b>						
4.1. Fonds de refinancement des groupements (initiatives entrepreneuriales)	25 000 000	12 500	12 136 500	5 961	6 539	47,7%
4.2. Fonds d'appui au EFIC	72 000 000	36 000	72 688 127	35 702	298	99,2%
4.3. Fonds d'appui à l'atténuation/adaptation aux changements climatiques	15 000 000	7 500	0	0	7 500	0,0%
4.4. Fonds rotatif d'appui à l'amélioration de la qualité de vie	24 000 000	12 000	0	0	12 000	0,0%
<b>Total 4 =</b>	<b>136 000 000</b>	<b>68 000</b>	<b>84 824 627</b>	<b>41 664</b>	<b>26 336</b>	<b>61,3%</b>
<b>5. Frais de fonctionnement</b>						
5.1. Loyer	14 400 000	7 200	10 200 000	5 010	2 190	69,6%
5.2. Consommables	3 600 000	1 800	2 820 522	1 385	415	77,0%
5.3. Frais de communication, tel, poste et internet	4 800 000	2 400	4 013 398	1 971	429	82,1%
5.4. Energie (eau, électricité)	1 800 000	900	283 400	139	761	15,5%
5.5. Entretien du matériel	1 440 000	720	1 318 484	648	72	89,9%
5.6. Entretien bâtiments	1 200 000	600	864 920	425	175	70,8%
<b>Total 5 =</b>	<b>27 240 000</b>	<b>13 620</b>	<b>19 500 724</b>	<b>9 578</b>	<b>4 042</b>	<b>70,3%</b>
<b>6. Frais de suivi et audit</b>						
6.1. Frais de mission de suivi Philea	6 800 000	3 400	9 674 399	4 752	-1 352	139,8%
6.2. Frais d'audit des comptes	2 000 000	1 000	0	0	1 000	0,0%
<b>Total 6 =</b>	<b>8 800 000</b>	<b>4 400</b>	<b>9 674 399</b>	<b>4 752</b>	<b>-352</b>	<b>108,0%</b>
7.1. Imprévus financés par la FGC	17 736 579	8 868	1 271 819	625	8 244	7,0%
7.2. Imprévus financés par d'autres bailleurs					0	0,0%
<b>Total 7 =</b>	<b>17 736 579</b>	<b>8 868</b>	<b>1 271 819</b>	<b>625</b>	<b>8 244</b>	<b>7,0%</b>
<b>Total 8 =</b>					0	0,0%
<b>TOTAL FRAIS PROJET TERRAIN (A)</b>	<b>584 731 579</b>	<b>292 366</b>	<b>406 649 466</b>	<b>199 735</b>	<b>92 631</b>	<b>68,3%</b>